



Le 18 juillet 2024 mobilisons-nous pour qu'un gouvernement se mette en place pour appliquer le programme du Nouveau Front Populaire !

Paris, le 16 juillet 2024

Le 10 juillet, dans une adresse à la population, Emmanuel Macron a contesté la victoire du Nouveau Front Populaire arrivé en tête aux élections législatives anticipées. Il a exprimé sa volonté d'imposer une coalition dont son ex-majorité serait le pivot, contre le respect d'usage démocratique.

Tout comme la dissolution de l'assemblée nationale à la veille des élections européennes, cette attitude est inconsciemment et renforce l'extrême droite.

Car les élections ont marqué le rejet des politiques néolibérales menées avec brutalité par Emmanuel Macron en faveur des très riches et des dirigeants des grandes entreprises, au détriment des travailleurs les plus précaires et de l'affaiblissement des services publics.

Les votes ont également exprimé le refus de l'extrême droite dont le programme libéral d'un point de vue économique s'accompagne sur le versant sociétal d'atteintes à l'État de droit, de racisme, d'antisémitisme, d'islamophobie, de sexisme, de LGBTQIA+phobie, etc.

En donnant une majorité de député·es aux groupes du Nouveau Front Populaire, les urnes ont exprimé l'aspiration de la population à la mise en œuvre de mesures qui rompent avec des politiques injustes et inégalitaires.

Il est inquiétant de constater que Emmanuel Macron était prêt à gouverner avec l'extrême droite, là où il se refuse d'accepter la cohabitation d'un programme de rupture avec sa politique antisociale.

Le SNPES-PJJ/FSU est particulièrement inquiet des impacts du plan d'austérité à l'égard des services publics et de la justice des enfants et adolescent·es. Alors que les taux d'incarcération et le nombre d'écroués sont à des niveaux records, nos services se voient amputer de leurs moyens et d'un nombre conséquent de personnel·les.

C'est la responsabilité des forces de gauche de rester unies pour porter et incarner une alternative crédible. Elles ne doivent pas faillir et proposer un gouvernement qui mette en œuvre :

- l'augmentation des salaires,
- l'abrogation de la réforme des retraites et de celle de l'assurance chômage,
- le retrait de la loi immigration,
- le rétablissement de l'ISF et d'une imposition juste pour financer les services publics,
- une réponse à l'urgence environnementale,
- une loi cadre sur les violences sexistes et sexuelles,
- la mise en place des [12 propositions sur la justice des mineurs et la protection de l'enfance proposés par le SM, le SAF et le SNPES-PJJ/FSU](#)

C'est notre responsabilité syndicale, collective et plus largement citoyenne de nous mobiliser pour faire entendre cette exigence pour le progrès social et la démocratie. C'est pourquoi nous vous appelons toutes et tous à rejoindre les rassemblements organisés le 18 juillet partout en France devant les préfectures et à Paris à partir de 12h place de la République.

Ils doivent faire un gouvernement de Front Populaire et #NousFaisonsPressionPopulaire.

Pour connaître la liste des lieux de rassemblements : [Carte mobilisations](#)

**Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse - Fédération Syndicale Unitaire
54 rue de l'Arbre sec – 75 001 PARIS**

Tél : 01 42 60 11 49- <https://snpespjj.fsu.fr>/Mail : snpes.pjj.fsu@mailo.com